

Note

« Cambodge : mesures socio-économiques et implications politiques au Cambodge de 1963 à 1975. »

Pierre Forcier et H. P. Srivastava

Études internationales, vol. 6, n° 2, 1975, p. 240-254.

Pour citer cette note, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700547ar>

DOI: 10.7202/700547ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

NOTES

CAMBODGE : MESURES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET IMPLICATIONS POLITIQUES AU CAMBODGE DE 1963 À 1975

Pierre FORCIER et H. P. SRIVASTAVA*

INTRODUCTION

Idéalement, une étude portant sur l'évolution politique récente au Cambodge qui vient de se terminer par la victoire du Gouvernement royal d'union nationale khmer (GRUNK) présidé par le prince Norodom Sihanouk, devrait tendre vers une analyse globale du processus. Mais une telle approche ne peut être réalisée sans que soit d'abord connu chacun des facteurs qui en formeraient l'ossature. Le présent article voudrait être une contribution à ce travail d'identification. Il considère la rupture des accords de coopération entre le Cambodge et les É.-U. et ses conséquences sur le pouvoir économique, en novembre 1963, comme l'un de ces facteurs.

L'événement doit être considéré comme le début d'un mouvement interne englobant d'autres phénomènes et comme la condition de leur apparition. Il est la cause efficiente d'un processus socio-économique caractérisé de la façon suivante : perte de revenus importants pour les commerçants chinois et leurs alliés de l'élite politique ; établissement de réformes économiques à caractère socialiste exprimant la volonté gouvernementale de faire participer les Khmers à l'activité économique du pays ; déréglage du secteur commercial dont les effets se sont fait sentir sur la paysannerie. Cette intervention de l'autorité gouvernementale dans les affaires économiques a entraîné une réaction du pouvoir économique (sans doute avec l'aide de puissances étrangères) concentré à Phnom Penh et dans quelques petites villes de province : la confrontation armée, dont le Cambodge a été le théâtre au cours des dernières années, traduit cette opposition d'un pouvoir économique étranger au pouvoir politique traditionnel des Khmers.

Ce processus montre qu'indépendamment des facteurs idéologiques, la défaite de la République khmère (gouvernement militaire de Phnom Penh) par les forces du GRUNK, pourrait entraîner une modification profonde des structures socio-écono-

* *Pierre Forcier est associé de recherche à l'Institut de coopération internationale de l'Université d'Ottawa.*

H. P. Srivastava est professeur au Département de géographie de l'Université d'Ottawa. Les idées exprimées dans ce texte sont la seule responsabilité des auteurs. Néanmoins ils tiennent à remercier les personnes qui leur ont fait des commentaires et des suggestions : Arthur Blanchette, ancien Haut Commissaire du Canada au Cambodge et directeur de la division historique, ministère des Affaires extérieures ; Rodolphe de Koninck, Département de géographie, Université Laval ; Robert Garry, Département de géographie, Université de Montréal ; Marcelle Genné, économiste, Institut de coopération internationale, Université d'Ottawa ; Pham Van-Thuan, économiste, Université de Lausanne.

miques traditionnelles au Cambodge comme la fin de l'hégémonie chinoise sur les activités économiques du pays, et la mise sur pied d'une organisation politique fortement centralisée.

Après avoir montré l'importance qu'il faut accorder à l'événement nous dégagerons quelques traits significatifs sans nous attarder aux questions de détail. Nous partirons du fonctionnement et de la place de l'aide américaine au Cambodge ; ensuite, nous verrons les conséquences de la rupture sur les principales activités économiques du pays. Enfin, une brève analyse de l'évolution de la carte politique du Cambodge, au cours des dernières années, montrera cette opposition entre deux pouvoirs.

I – L'ORGANIGRAMME

Parmi les hypothèses déjà avancées pour expliquer les origines de la « crise cambodgienne » le facteur le plus souvent invoqué fait état d'un complot fomenté de l'extérieur, d'inspiration indonésienne, et impliquant des gouvernements hostiles à la politique extérieure de Sihanouk. Cette hypothèse est d'un intérêt certain mais demeure confuse, et la documentation disponible ne permet pas d'approfondir la question. Quelle que soit l'importance de cette présomption il faut se rappeler que pressions, conspirations et tentatives d'assassinat contre la personne de Sihanouk et de son gouvernement ont été fréquents au cours des années soixante et même avant¹. Dans cette optique, on ne saurait expliquer la réussite des manœuvres de mars 1970 sans référence aux échecs du passé réalisés dans des conditions socio-économiques radicalement différentes.

Plusieurs auteurs voient, dans le rapprochement entre le Cambodge et les pays socialistes, notamment la Chine populaire, une cause des dissensions internes. C'est à cette nouvelle orientation de la politique étrangère du Cambodge qu'il faudrait attribuer les frictions entre Khmers et Chinois durant la révolution culturelle ; en outre, sous le couvert du Front patriotique thaïlandais, la Chine aurait supporté les Khmers rouges qui auraient su profiter des faiblesses de l'économie nationale pour gagner des paysans à leur cause².

Ce rapprochement est un fait indéniable. Il faut se rappeler, cependant, que cette opération a commencé après la rupture des relations diplomatiques entre le Cambodge et les É.-U. en 1965. Que cette nouvelle orientation en matière de relations internationales ait profité ou non au Cambodge ne doit pas faire oublier qu'elle suivait la logique des réformes économiques à caractère socialiste de 1963. En ce qui concerne les groupes de dissidents – notamment l'importante minorité chinoise et quelques factions de la paysannerie – il est possible de soutenir le même argument. Avec justesse, Milton Osborne fait remarquer que « les problèmes résultant des relations entre Khmers et Chinois sont une conséquence des réformes économiques et de leurs effets sur le commerce extérieur³ ». D'un autre côté, s'il est vrai que les jacqueries, particulièrement

1. Norodom SIHANOUK et W. G. BURCHETT, *My War with the C.I.A.*, The Penguin Press, Victoria, Australia, 1973, 272p. ; Norodom SIHANOUK et Jean LACOUTURE, *L'Indochine vue de Pékin*, Éditions du Seuil, Paris, 1972, 185p.

2. Milton OSBORNE, « Regional Disunity in Cambodia », *Australian Outlook*, 22, 3 (00-12-68) pp. 317-333, et particulièrement p. 322.

3. Milton OSBORNE, « Effacing The God-King », ronéo, sans titre, sans date, (56 pages), p. 9.

intenses après 1967, résultaient d'un mécontentement des paysans engendré par une baisse du prix du riz offert aux producteurs, cette variable dépendrait d'une cause plus profonde⁴.

Le chômage des jeunes est un autre facteur auquel on a attaché de l'importance. Le développement de l'enseignement au Cambodge visait à transformer en enseignement de masse, un système scolaire mis en place par l'ancienne métropole dans le but de former un personnel de cadre et de direction. Cette transformation fut rapide et le nouveau système devint incapable de répondre aux exigences qu'il avait lui-même engendrées en faisant miroiter à la jeunesse cambodgienne un monde auquel elle ne pouvait avoir accès. Il en résulta un sentiment de frustration légitime chez les lycéens du deuxième cycle secondaire menacés de chômage. Cette masse de jeunes, confrontée à des débouchés limités, était devenue numériquement importante et aurait forcé « la main du général Lon Nol⁵ ».

Il est vrai que jeunes lycéens et collégiens éprouaient des difficultés à trouver un emploi jugé conforme à leurs aspirations. À partir des travaux de Gilles Néron il est possible d'évaluer à environ 40 000 le nombre de jeunes en quête d'emploi, à Phnom Penh, en 1970⁶. Quelle que soit la valeur de ce chiffre, il est bien évident qu'on ne peut parler de chômage sans aborder l'ensemble des difficultés économiques. Ce facteur apparaît donc, lui aussi, comme une variable dépendante.

Enfin, il a été dit que les réformes économiques de 1963 avaient échoué « lamentablement » et qu'elles devraient être tenues pour responsable de la détérioration économique à la fin des années soixante. Cette hypothèse semble recueillir l'adhésion de la plupart des observateurs malgré la pénurie de recherches scientifiques : cependant, les réformes économiques de 1963 n'auraient peut-être pas été mises à exécution sans la rupture des accords de coopération entre le Cambodge et les É.-U. quelques semaines plus tôt.

L'importance de cet événement apparaît mieux lorsqu'on le rapproche des objectifs de la réforme économique : réaffirmer l'indépendance politique et accorder une place prépondérante aux Cambodgiens au sein de l'activité économique. Aux yeux du prince Sihanouk, cet accord de coopération bilatérale avait placé le Cambodge dans une situation de subordination économique et politique vis-à-vis des É.-U. et de ses alliés. De là, la rupture : mais ayant à faire face à une balance commerciale largement déficitaire un problème aigu de liquidité monétaire allait apparaître ; de là, les réformes économiques à caractère socialiste.

L'examen des mécanismes de fonctionnement de l'aide américaine dans ce pays de la péninsule indochinoise montre l'importance qu'il faut attacher à la rupture des accords de coopération entre ces deux pays. Selon l'expression de Charles Meyer, l'aide américaine visait à créer « une clientèle politique » des É.-U. par « le biais de

4. M. DU GESTOUX, *Aspects économiques du développement de l'agriculture au Cambodge*, Bureau pour le développement de la production agricole, Paris 1968, pp. 11-14.

5. Jean DELVERT, « Le Cambodge : problèmes universitaires et évolution politique », *Académie des Sciences d'Outre-Mer*, Paris XVI, 1972, (pp. 251-268), p. 260.

6. Gilles NÉRON, *Évaluation de la main-d'œuvre et caractéristique de l'emploi au Cambodge en 1967* ; étude effectuée en tant qu'expert des Nations unies pour le compte du Gouvernement royal cambodgien en 1967-68, ronéo, 167p.

l'aide commercialisée⁷ ». Devait-elle servir les intérêts du pouvoir économique largement dominé par la société chinoise afin de renforcer les liens et élargir les rapports entre T'ai-wan et les Chinois du Cambodge dans le but de faire échec à un éventuel rapprochement entre Phnom Penh et Pékin ?

II – LE FONCTIONNEMENT DE L'AIDE AMÉRICAINE

L'aide américaine au Cambodge du prince Norodom Sihanouk relevait d'un accord signé le 8 septembre 1951 et dépendait du *United States Operation Mission* (USOM). Cependant, pour des raisons d'ordre « technique » cette aide ne fut pas attribuée avant 1955.

De 1955 à 1962, le Cambodge reçut un total de \$340 millions en aide américaine dont \$112,9 millions en aide économique et \$227,1 millions en aide militaire.

TABLEAU I

Aide américaine, 1955-62 *
(en millions de dollars)

Année	AIDE MILITAIRE				Aide économique	Grand total
	Salaires	Construction	Matériel	Total		
1955	16.5	6.4	45.3	68.2	16.3	84.5
1956	17.7	2.7	21.6	42	19	61
1957	15.5	--	6.3	21.8	17.1	38.9
1958	15.4	--	5.2	20.6	18	38.6
1959	13.0	1.8	3.7	18.5	6.9	25.4
1960	11.8	--	2.7	14.5	5.1	19.6
1961	11.5	0.5	7.2	19.2	13.7	32.9
1962	10.3	--	(12.0)	(22.3)	16.8)	39.1)
	111.7	11.4	(104.0)	(227.1)	(112.9)	(340.0)

* Source : Charles Meyer, *Derrière le sourire khmer*, Paris, Plon, 1972, p. 217.

L'aide directe comprenait la fourniture de matériel civil et militaire fabriqué aux É.-U. et acquis conformément aux lois américaines en plus de couvrir les traitements en dollars des membres de l'USOM⁸.

D'autre part, l'aide indirecte ou commercialisée consistait à mettre à la disposition du Cambodge un certain montant de dollars dont le déblocage se faisait périodiquement à l'initiative des agents de l'USOM. Or, note M. A. Dauphin Meunier :

Les dollars provenant de l'aide indirecte étaient obligatoirement attribués aux importateurs du secteur privé... Les agents de l'USOM encourageaient ces pratiques

7. Charles MEYER, *Derrière le sourire khmer*, Librairie Plon, Paris, 1972 (406p.), p. 218.

8. Dauphin MEUNIER, *Le Cambodge de Sihanouk ou la difficulté d'être neutre*, Nouvelles Éditions Latines, (Coll. Survol du monde) Paris, 1965, pp. 100-102.

dans lesquelles ils voyaient un moyen d'étendre leur influence sur une classe de profiteurs enrichis⁹.

Le secteur privé dont il est fait mention dans cette citation se réfère essentiellement à la communauté chinoise du Cambodge qui représente plus de 90% du nombre total de personnes engagées dans des activités commerciales¹⁰.

De ce point de vue, le type de corruption auquel on a l'habitude de faire allusion en se référant à cette époque de l'histoire du Cambodge, évoque moins l'idée de concussion, de malversation, de dégradation ou d'exaction que l'idée de collusion.

Cette distinction paraît utile car elle permet de mieux comprendre la naissance d'un courant d'opposition à la politique du prince Sihanouk, immédiatement après la rupture des accords de coopération. Aux yeux de la bourgeoisie commerciale cette mesure apparaissait comme une intrusion insolite de l'autorité gouvernementale dans les affaires économiques.

III – IMPORTANCE DE L'AIDE AMÉRICAINE

Au cours de l'exercice financier de 1962, les investissements nationaux ont contribué au financement du plan dans une proportion de 58%. Le reste fut comblé par les aides étrangères.

La part de l'aide américaine dans le budget de 1962 représentait (au taux officiel de 35 riels = 1 dollar) un montant de 8,3 milliards de riels sur un total de 53,0 milliards, soit 16% réparti de la façon suivante :

TABLEAU II

Répartition de l'aide américaine au Cambodge, 1962

<i>Désignation</i>	<i>Riels</i>	<i>%</i>
Forces armées et Police	434 000 000	52,2%
Éducation nationale	220 500 000	26,5%
Travaux publics	4 000 000	0,5%
Santé publique	26 200 000	3,1%
Agriculture	49 500 000	6,0%
Autres	97 200 000	11,7%
TOTAL	831 400 000	100,0%

Source : Simone LACOUTURE, *Cambodge*, Éditions Rencontre, Lauzanne 1963, p. 216.

9. *Idem.*

10. M. E. WILLMOTT, *The Chinese in Cambodia*, University of B.C. Press, Vancouver 1967 (132p.), p. 63.

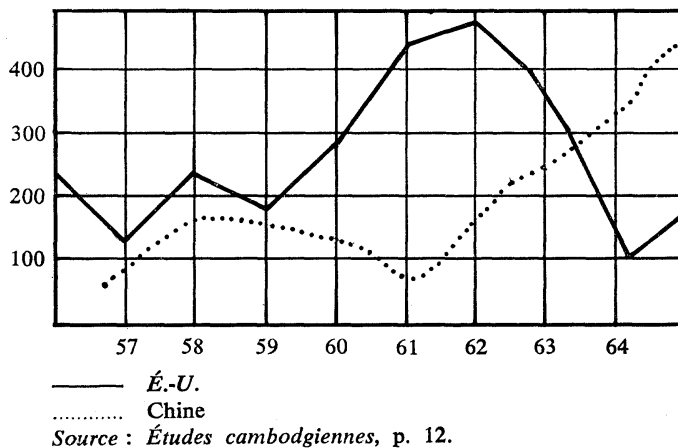
Compte tenu de l'existence d'un « taux parallèle » ce chiffre est loin de représenter la part réelle de l'aide américaine : on aurait sans doute une idée plus juste de cette participation en le multipliant par 3. Quoi qu'il en soit, près de 80% de cette aide allèrent à l'armée, la police et l'éducation nationale – c'est-à-dire à « l'élite politique » largement dominée par les Sino-Khmers ¹¹.

IV – CONSÉQUENCES DE LA RUPTURE

Les conséquences de cette rupture ont affecté l'ensemble des activités économiques. L'analyse des importations, des suites des nationalisations et des problèmes relatifs à la commercialisation du riz permettent d'en juger.

TABLEAU III

Importations en provenance des É.-U. et de la Chine
(en millions de riels)



A – Les importations

Après la rupture, le secteur des importations fut durement atteint.

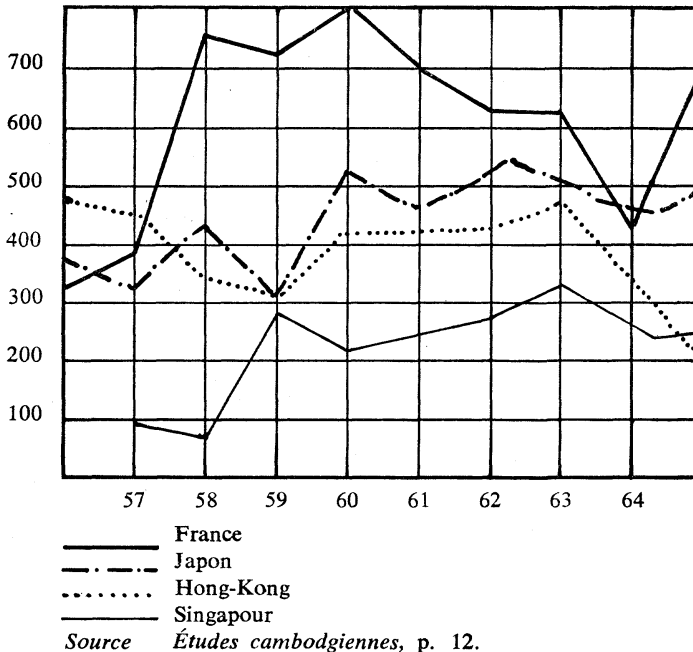
Au chapitre des échanges commerciaux, les chiffres publiés en 1966 montrent que le Cambodge importait, en moyenne, entre 1957 et 1962, pour 3 603 millions de

11. Il faut distinguer les expressions « Sino-Khmers » et « Sino-Cambodgiens ». La première décrit une réalité ethnologique comprenant l'ensemble des métis issus d'inter-mariages entre Chinois et Khmers qui ont choisi de s'identifier à la culture chinoise ; certains, obéissant à des intérêts économiques, ont la nationalité cambodgienne. La seconde décrit une réalité juridico-culturelle désignant des Sino-Khmers assimilés à la culture cambodgienne ; la plupart ont la nationalité cambodgienne. Des arguments d'ordre démographiques autant qu'économiques, comme le parallélisme du sex-ratio, tendent à donner raison aux anthropologues lorsqu'ils affirment l'indissociabilité des Chinois et des Sino-Khmers ; Cf. WILLMOTT, *The Chinese in Cambodia*, op. cit., p. 27.

riels en marchandises et que la valeur de ses exportations s'élevait à seulement 1 902 millions de riels soit une balance commerciale largement défavorable ¹².

TABLEAU IV

Importations en provenance de France, Japon, Hong-Kong et Singapour
(en millions de riels)



Au risque de s'aliéner le concours de l'influente classe des commerçants, le gouvernement royal tenta, dans un premier temps, d'équilibrer cette balance par une réduction des importations.

C'est ce que traduisent les tableaux III et IV, sur lesquels il est possible de suivre l'évolution des importations des États-Unis et de la République populaire de Chine, d'une part (tableau III), de la France, du Japon, de Hong Kong et de Singapour, d'autre part (tableau IV).

La chute des importations, en 1963, concerne tous les pays à l'exception de la Chine. Elle représente une réduction de 76% par rapport à l'année précédente et traduit les distances prises par le Cambodge à l'égard des pays à économie de marché. Elle explique également la stagnation à venir du secteur moderne. Car le Cambodge devait « recourir aux achats à l'étranger pour ses produits énergétiques, ses machines industrielles, son matériel d'équipement et une (grande) partie de ses matières premières ¹³ comme les métaux, le jute, le fer à béton...

12. *Études cambodgiennes*, ministère de l'Information, Phom Penh, n° 6, avril-juin 1966, p. 12.

13. *Idem*.

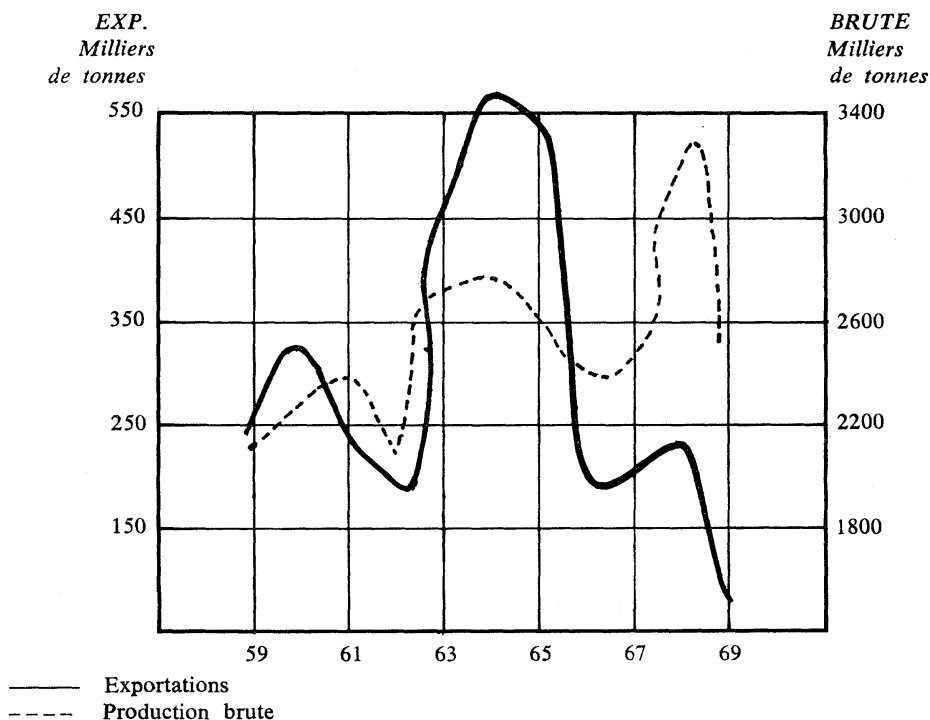
B — Les nationalisations

En même temps qu'il réduisait ses importations de l'étranger, le gouvernement cambodgien procéda à une centralisation des moyens commerciaux largement contrôlés par les Chinois.

Plus de trois cents sociétés chinoises d'import-export furent nationalisées de même que les six banques chinoises et toutes les agences de voyage.

Il en résulta des conséquences graves. Avant cette réforme, les crédits bancaires à l'achat de riz dépassaient le milliard de riels alors qu'en 1964 les crédits bancaires à l'ensemble de l'économie se situaient en dessous de 774 millions de riels ¹⁴. Au niveau de l'emploi, dans le secteur commercial, on enregistra une diminution de 43 820 unités entre 1962 et 1967 (1962 : 134 820 ; 1967 : 91 000) ¹⁵. En outre, ces réformes freinèrent les investissements chinois qui s'étaient considérablement accrus, au cours des

TABLEAU V
RIZ
Production et Exportations



Source : Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, *Annuaire statistique pour l'Asie et l'Extrême-Orient*, Hong Kong, O.N.U., 1970, (400 pages), p. 181.

14. DU GESTOUX, *Aspects économiques du développement de l'agriculture au Cambodge*, op. cit., p. 13.

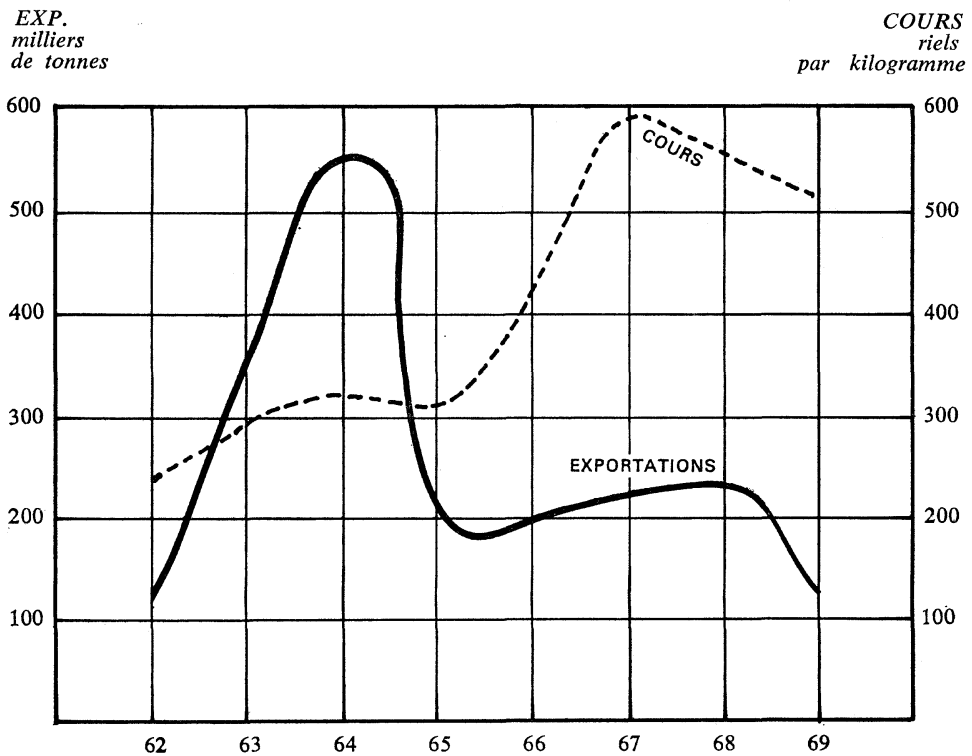
15. Gilles NÉRON, *Évaluation de la main-d'œuvre et caractéristique de l'emploi au Cambodge 1967*, Rapport des Nations unies, 1968, (167 pages), p. 77.

dernières années, par suite de la fermeture du Tonkin, l'état d'urgence en Malaisie et les tracasseries faites aux Chinois en Indonésie et au Viêt-nam du Sud¹⁶. Il a également noté que la fin de l'hégémonie chinoise sur l'activité commerciale fut suivie d'une rupture des liens commerciaux entre Cholon et Phnom Penh ce qui entraîna une désorganisation de la structure commerciale interne de la communauté chinoise au Cambodge.

Le dérèglement du secteur commercial, comme le souligne l'exemple de la commercialisation du riz, traduit l'effet d'ensemble de ces réformes.

Visant à rattraper la perte de financement externe consécutif à la rupture, le Cambodge tenta d'accroître ses exportations de riz en augmentant la production. Il s'en est suivi une baisse de l'offre du prix du riz et donc une baisse du prix moyen du paddy à la production laquelle, en dernière analyse, provoqua le découragement des paysans.

TABLEAU VI
RAPPORT ENTRE COURS & EXPORTATIONS DU RIZ



Source : Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, *Annuaire statistique pour l'Asie et l'Extrême-Orient*, Hong Kong, O.N.U., 1970 (400 pages), p. 188.

16. WILLMOTT, *op. cit.*, pp. 42 et 52.

En effet, la courbe des exportations du riz, au tableau V montre que le volume est passé de 200 millions de tonnes en 1962 à plus de 500 millions en 1964. La chute escarpée, à partir de 1965, s'expliquerait par la baisse du prix moyen du paddy à la production qui serait passé de 2 280 riels la tonne en 1963, à 1 870 riels en 1964.

Il ne semble pas qu'il faille attribuer cette baisse du prix à une chute du cours international. En effet, celui-ci était à la hausse à cette époque. C'est en 1967 qu'apparaît la chute du cours.

Dans la mesure où il existerait un lien entre le marché national et international cette chute du cours expliquerait la baisse de la production en 1968 et non en 1963-64. En ce qui concerne cette période il faut chercher une réponse ailleurs. Celle-ci se trouve à l'intérieur même du Cambodge.

Une explication a été fournie par M. Du Gestoux, expert du Bureau pour le développement de la production agricole à Paris. *A posteriori*, il semble que la comparaison des variations de l'offre du prix du riz aux variations des quantités offertes permet de dire que l'élasticité de cette céréale est négative au Cambodge¹⁷. Avant les réformes économiques le circuit commercial était rattaché aux maisons d'import-export (solidement liées aux secteurs bancaires) par le crédit en amont et l'évacuation des produits en aval. Le système contrôlait l'expansion de la production par les opérations de crédit de manière à pouvoir absorber les quantités commercialisables. La nationalisation du secteur bancaire et de l'import-export coupait le commerce intérieur de ses liens financiers et commerciaux et lui retirait ses mécanismes de régularisation.

Cette explication d'ordre économique ne saurait, toutefois, jeter dans l'ombre une approche plus politique du problème dont l'objectif aurait été d'amener la paysannerie à servir, tour à tour, les fins de l'autorité gouvernementale et celles des intérêts économiques.

Puisque le cours du riz était à la hausse il faut croire que la Société nationale des exportations a vendu à bon prix. Mais, l'autorité gouvernementale, ayant décidé de ne compter que sur elle-même, aurait pu, dès lors, pressurer la paysannerie en abaissant le prix de l'offre aux producteurs afin de maintenir sa politique globale de développement et surtout, d'entretenir une armée et une police comblées d'attention au temps de l'aide américaine. Cette rémunération jugée insuffisante aurait donné naissance à un mécontentement général au sein de la paysannerie. Finalement, cette politique se serait retournée contre ses promoteurs : compte tenu du contexte politique et militaire de la péninsule indochinoise à cette époque, il n'apparaît pas exagéré de croire

17. DU GESTOUX, *Aspects économiques du développement de l'agriculture au Cambodge*, op. cit., pp. 11-12. L'élasticité (E) du prix du riz par rapport à la production est négative, au Cambodge, parce qu'elle est fonction du multiplicateur d'offre (M) considéré comme l'expression du rapport des quantités produites sur les quantités vendues ($M = \frac{P}{V}$).

À l'échelle du pays ces coefficients ont des valeurs presque identiques : E = 2,05 et M = 2,0. Mais le multiplicateur varie d'une région à l'autre en fonction des quantités commercialisées ; il est faible là où elles sont importantes (1,5 dans Battambang) et élevé dans le cas contraire (4 dans Takéo). Il s'ensuit que seules les rares provinces nettement exportatrices sont en mesure de profiter d'une augmentation de la production. « Il est donc possible d'affirmer que pour l'ensemble du pays, une augmentation de la production se traduit par une diminution proportionnellement deux fois plus fortes des prix ».

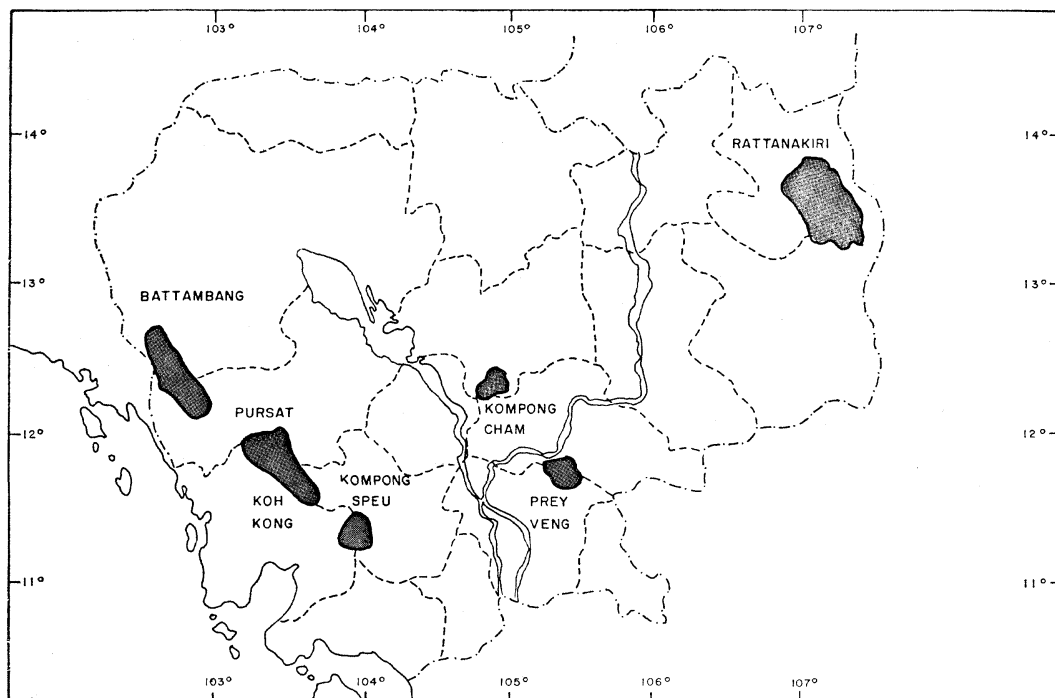
que les opposants à la politique du prince Norodom Sihanouk, avec le concours évident de puissances étrangères, auraient su profiter de la situation et transformer en insurrections le mécontentement de la masse paysanne afin d'amener la paysannerie à retirer son support à la politique de Sihanouk. En effet, des informations récentes tendent à confirmer l'hypothèse selon laquelle les révoltes paysannes, particulièrement intenses après 1967, auraient été fomentées de l'extérieur¹⁸.

V – ÉVOLUTION DE LA CARTE POLITIQUE DU CAMBODGE

Dans cette optique, les jacqueries de 1967 marquent les débuts visuels de l'instabilité politique au Cambodge. La paysannerie semble lâcher le gouvernement du prince

CARTE 1

Insurrections cambodgiennes (avant le 18 mars 1970)



Source : d'après Charles MEYER, *Derrière le sourire khmer*, Librairie Plon, Paris, 1972, 406p.

18. « The Secret Alliance » et « The Secret Betrayal », dans *The National Times*, Canberra, n° 191, (semaine du 30 septembre au 5 octobre 1974). Cet hebdomadaire parle d'une « guerre secrète » au Cambodge, entre 1965 et 1969. « Australian intelligence groups joined with their american counterparts in operation aimed at destabilising the Cambodian Government ». Il ne semble donc pas évident qu'il faille attribuer aux Khmers rouges la responsabilité de ces jacqueries.

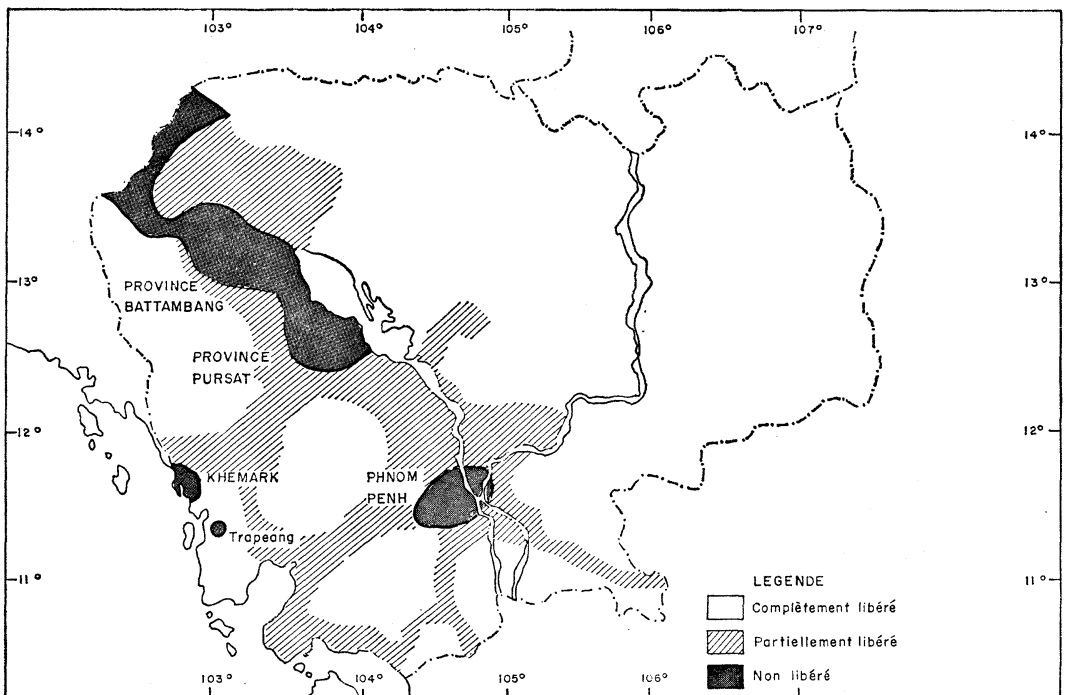
Norodom Sihanouk. Mais après la déposition du prince, elle lui redonne son support et le pays devient le théâtre d'une confrontation armée entre deux organisations politiques dont la reconnaissance internationale fut longtemps partagée.

Durant la deuxième moitié des années soixante des insurrections sont signalées dans neuf provinces. Ce sont de véritables jacqueries dont le mouvement s'amplifie jusqu'à la déposition du prince Norodom Sihanouk le 18 mars 1970. Peu de temps après le coup d'État, ceux-là même qui s'opposaient au gouvernement de Sihanouk organisent le Front uni national du Cambodge (FUNC) et créent le Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge (GRUNC). Cette attitude de la paysannerie semble donner raison à ceux qui voient dans ces révoltes la manifestation d'une influence extérieure.

Ce processus a modifié, pour un temps, la carte politique du Cambodge. Dès l'automne de 1970, une carte publiée par le GRUNC laissait deviner qu'une population urbaine, principalement localisée dans la capitale et quelques centres secondaires, allaient être finalement opposée à une population rurale.

CARTE 2

Situation de la libération du Cambodge par le FUNC (septembre 1970)

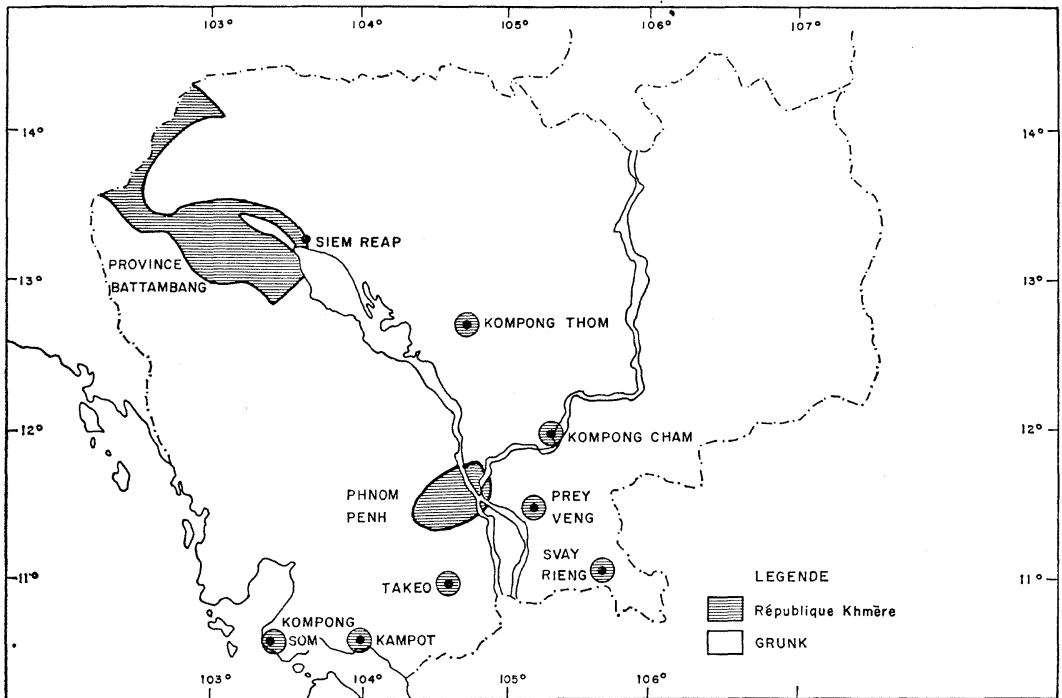


Au cours de la dernière année du conflit, zones et îlots contrôlés par la République khmère, par rapport à l'ensemble du pays, apparaissent sur la carte, comme des enclaves clairsemées représentant environ 10% du territoire cambodgien.

Les zones sont essentiellement la capitale et sa banlieue, d'une part, et de l'autre, une tranche de la province de Battambang ouverte sur la Thaïlande¹⁹. Quant aux îlots, ils sont au nombre de huit : Kompong Som (ex-Sihanoukville), Kampot, Takéo, Kompong Thom, Prey Veng, Kompong Cham, Svay Rieng et Siem Reap.

CARTE 3

La situation militaire au Cambodge, (février 1974)



Carte approximative d'après le compte rendu de Jean-Jacques CAZAUX, « Cambodge ou la peau de chagrin », extrait de l'A.F.P. du 4 février 1974, reproduit dans le *Bulletin mensuel de documentation* du cabinet de Norodom Sihanouk, n° 2 bis, février 1974, pp. 25, 26 et 27.

19. Milton OSBORNE, « Regional Disunity in Cambodia », *Australian Outlook*, *op. cit.*, pp. 324-327. « Cette province n'aurait jamais été complètement intégrée à l'état cambodgien. » Cependant, l'interprétation historique ne doit pas être détachée de son contexte géographique : la Thaïlande est limitrophe du Cambodge et la frontière entre ces deux pays est perméable.

L'étude attentive des enclaves de la République khmère révèle que zones et îlots contenaient, avant le coup d'État, les plus fortes concentrations de Chinois vivant au Cambodge c'est-à-dire des bastions du pouvoir économique²⁰ : cet aspect du problème met en relief le caractère plural de la société cambodgienne. Il suggère l'apparition de dissensions dans les rapports économiques établis entre les deux principaux groupes ethniques du Cambodge, au XV^e siècle, et permet d'imaginer un événement qui est venu rompre l'accord traditionnel instauré entre ces deux pouvoirs : les réformes économiques à caractère socialiste qui suivirent la rupture des accords de coopération entre le Cambodge et les É.-U. en 1963.

CONCLUSION

Cette brève analyse permet de dégager deux conclusions importantes.

En premier lieu, la rupture et les réformes économiques visaient à supprimer une situation de subordination politique et économique de l'État cambodgien vis-à-vis des États-Unis. Ces mesures ont été prises rapidement et en l'absence de conditions préalables comme l'enthousiasme populaire et une organisation politique fortement structurée. Il en est résulté une confrontation armée opposant une population rurale à une population urbaine. La victoire du GRUNK est donc une victoire de la paysannerie sur la bourgeoisie commerciale et urbaine.

En second lieu, comme il est pratiquement impossible d'imaginer une collaboration de confiance entre le nouveau pouvoir et les représentants de la classe des commerçants, il en découle que le Cambodge devra se créer une classe d'entrepreneurs dévoués aux intérêts de l'État parmi les Khmers. Mais il y a pénurie de cadres politico-économiques au Cambodge : c'est là une des conséquences d'enseignement qui s'est développée en marge de la réalité socio-économique du pays.

BIBLIOGRAPHIE

- DAUPHIN-MEUNIER, A., *Le Cambodge de Sihanouk ou de la difficulté d'être neutre*, préface de S.A.R. le Prince Norodom Sihanouk, Nouvelles Éditions Latines (Collection : *Survols du monde*), Paris, 1965, 186p.
- DELVERT, Jean, « Le Cambodge : problèmes universitaires et évolution politique », *Académie des sciences d'Outre-Mer*, Paris VI^e, 1972, pp. 251-268.
- DU GESTOUX, M., *Aspects économiques du développement de l'agriculture au Cambodge ; rapport de mission au Cambodge pour le compte du Bureau pour le Développement de la production agricole (B.D.P.A.)* publication du ministère des Affaires étrangères, Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques, Paris 1968, 54p.
- ÉTUDES CAMBODGIENNES, ministère de l'Information, Phnom Penh, n° 6, avril-juin 1966.
- MEYER, Charles, *Derrière le sourire khmer*, Librairie Plon, Paris, 1972, 406p.
- NÉRON, Gilles, *Évaluation de la main-d'œuvre et caractéristique du marché de l'emploi au Cambodge — 1967*, Rapport des Nations unies.

20. Pour une discussion sur le nombre et la distribution des Chinois au Cambodge, William E. WILLMOTT, *The Chinese in Cambodia*, University of British Columbia, Vancouver 1967, p. 132.

OSBORNE, Milton, « Effacing The God-King », ronéo, sans titre, sans date, 56p.

OSBORNE, Milton, « Regional Disunity in Cambodia », *Australian Outlook*, 22, 3, (00-12-68) pp. 317-333.

—, « Secret Alliance (The) et « Secret Betrayal (The) », dans *The National Times*, Canberra, n° 191, 1974.

SIHANOUK, Norodom et W. G. BURCHETT, *My War with the C.I.A.*, The Penguin Press, Victoria, Australia, 1973, 272p.

SIHANOUK, Norodom et Jean LACOUTURE, *L'Indochine vue de Pékin* (entretien Jean Lacouture), Éditions du Seuil, Paris, 1972, 185p.

WILLMOTT, William E., *The Chinese in Cambodia*, University of British Columbia Press, Vancouver 1967, 132p.